



Budget 2027 : l'été bat tous les records, l'État casse le thermomètre

Paris, le 2 octobre 2026, gazole à 2,40 € le litre

Le gouvernement l'assure : le budget de l'écologie reste « globalement stable » en 2027.

C'est la même musique à chaque ouverture du débat budgétaire. Mais la réalité est toujours la même, les crédits tiennent, les agents disparaissent : 126 postes supprimés dans les services de l'État, à peine compensés par 53 recrutements pour réinternaliser des compétences numériques qui avaient été privatisées, et 238 dans les établissements publics qui en dépendent. Depuis 2014, plus de 10 000 emplois ont été rayés de ce périmètre ministériel.

Nous sortons de l'été le plus chaud jamais mesuré en France : 53 jours de canicule, et 40 °C dépassés 178 fois selon Météo-France. Le gouvernement répond en continuant de démonter le ministère chargé d'y faire face. Le Cerema, qui apporte aux collectivités l'expertise publique pour adapter routes, bâtiments et villes au climat, perd 60 postes. Météo-France, qui a perdu près d'un cinquième de ses effectifs depuis 2014, n'obtient pas un emploi de plus.

Le 20 septembre, le gazole a battu son record historique en dépassant 2,41 € le litre. Pour des millions de salariés, aller travailler devient une dépense qui pèse sur chaque fin de mois. C'est le moment que choisit l'État pour supprimer encore 28 postes dans ses services chargés des transports.

Les nappes ont souffert d'un été de sécheresse ? Les agences de l'eau perdent 15 postes, l'Office français de la biodiversité 24 et les parcs nationaux 10. La crise d'Ormuz fait flamber le pétrole, et l'Institut français du pétrole et des énergies nouvelles, qui prépare les énergies de demain, perd 55 postes. L'ADEME en perd 16.

Des crédits sans agents restent des dossiers en attente et des chantiers qui ne démarrent pas. Ces crédits eux-mêmes ne tiennent pas : le 10 septembre, le gouvernement a annulé par décret 157,5 millions d'euros sur l'écologie. Quant aux agents qui restent, ils n'auront aucune revalorisation en 2027, puisque la masse salariale du ministère baisse.

La Fédération de l'Équipement, de l'Environnement, des Transports et des Services - FORCE OUVRIÈRE (FEETS-FO) exige l'arrêt des suppressions d'emplois dans les services et les établissements publics du ministère, un plan de recrutement à la hauteur des crises climatique et énergétique, et l'ouverture d'une négociation salariale pour les agents.

Un budget écologique sans agents est un budget contre l'environnement.

Contacts :

Zaïnîl Nizaraly, Secrétaire général, 07 84 26 73 06

Laurent Janvier, Secrétaire fédéral en charge de la Fonction Publique, 06 27 31 17 68

